

Soutien aux journalistes afghans

3 octobre 2021

Union
syndicale
Solidaires

Motion adoptée
le 30 septembre 2021
par le 8e congrès de
l'Union syndicale Solidaires

SOLIDARITÉ AVEC LES JOURNALISTES AFGHANS

Mi-août, alors que les Taliban venaient de reprendre le pouvoir en Afghanistan, le SNJ, membre fondateur de l'Union syndicale Solidaires, a été sollicité pour aider les journalistes afghans. Il a relayé ces demandes d'évacuation auprès de la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères.

A ce jour, plus de 3 000 messages d'appels à l'aide ont été reçus. Le SNJ a recensé un peu plus de 800 noms de journalistes, dont 200 sont ceux de femmes, plus menacées encore et interdites de travailler par les Taliban depuis leur prise de pouvoir.

Sur place, le moral des journalistes afghans se détériore de jour en jour. Une jeune journaliste a tenté de se suicider il y a dix jours à Kaboul. D'autres se demandent s'ils doivent encore espérer ou s'il vaut mieux en finir dès maintenant. « Les ténèbres sont retombées sur l'Afghanistan », a dit l'un d'eux. Un photo-reporter a été arrêté lors d'une manifestation à Herat il y a deux semaines. Les Taliban menaceraient maintenant de l'exécuter.

Les Taliban viennent cogner aux portes des journalistes. Ces derniers changent de maison jour après jour ou se terrent chez des amis. Aujourd'hui, certains parmi eux qui n'ont plus de travail depuis juillet ou août n'ont même plus de quoi vivre.

Ces 800 journalistes sont jeunes pour la plupart, nés dans les années 90. Ils ont grandi et vécu sous un régime de liberté et d'espoir. Ils pouvaient exercer leur métier sans crainte. Ils ont utilisé cette liberté pour parler des Taliban, des menaces que leur progression faisait peser sur le pays tout entier. Les Taliban sont désormais au pouvoir et font régner un régime de terreur, en muselant les journalistes.

Réuni en congrès du 27 septembre au 1er octobre à Saint-Jean-de-Monts (Vendée), l'Union syndicale Solidaires demande au président de la République d'honorer l'engagement qu'il a exprimé lors de la prise de pouvoir des Taliban et par lequel il a affirmé que la France protégerait les Afghans les plus en danger, et notamment les journalistes.

Six semaines après ces déclarations pleines d'espoir, l'Union syndicale Solidaires demande que les évacuations promises soient enfin organisées. Tous les journalistes afghans comptent sur la France pour les « sortir de l'enfer ». C'est une question de survie.

L'Union syndicale Solidaires appelle ses structures, fédérations et Solidaires locaux qui le souhaitent à verser leurs dons au Safety fund de la FIJ (www.fij.org) pour leur venir en aide.

<https://www.fij.org/fr/faire-un-don.html>

Mi-août, alors que les Taliban venaient de reprendre le pouvoir en Afghanistan, le SNJ, membre fondateur de l'Union syndicale Solidaires, a été sollicité pour aider les journalistes afghans. Il a relayé ces demandes d'évacuation auprès de la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères.

A ce jour, plus de 3 000 messages d'appels à l'aide ont été reçus. Le SNJ a recensé un peu plus de 800 noms de journalistes, dont 200 sont ceux de femmes, plus menacées encore et interdites de travailler par les Taliban depuis leur prise de pouvoir.

Sur place, le moral des journalistes afghans se détériore de jour en jour. Une jeune journaliste a tenté de se suicider il y a dix jours à Kaboul. D'autres se demandent s'ils doivent encore espérer ou s'il vaut mieux en finir dès maintenant. « Les ténèbres sont retombées sur l'Afghanistan », a dit l'un d'eux. Un photo-reporter a été arrêté lors d'une manifestation à Herat il y a deux semaines. Les Taliban menaceraient maintenant de l'exécuter.

Les Taliban viennent cogner aux portes des journalistes. Ces derniers changent de maison jour après jour ou se terrent chez des amis. Aujourd'hui, certains parmi eux qui n'ont plus de travail depuis juillet ou août n'ont même plus de quoi vivre.

Ces 800 journalistes sont jeunes pour la plupart, nés dans les années 90. Ils ont grandi et vécu sous un régime de liberté et d'espoir. Ils pouvaient exercer leur métier sans crainte. Ils ont utilisé cette liberté

pour parler des Taliban, des menaces que leur progression faisait peser sur le pays tout entier. Les Taliban sont désormais au pouvoir et font régner un régime de terreur, en muselant les journalistes.

Réuni en congrès du 27 septembre au 1er octobre à Saint-Jean-de-Monts (Vendée), l'Union syndicale Solidaires demande au président de la République d'honorer l'engagement qu'il a exprimé lors de la prise de pouvoir des Taliban et par lequel il a affirmé que la France protégerait les Afghans les plus en danger, et notamment les journalistes.

Six semaines après ces déclarations pleines d'espoir, l'Union syndicale Solidaires demande que les évacuations promises soient enfin organisées. Tous les journalistes afghans comptent sur la France pour les « sortir de l'enfer ». C'est une question de survie.

L'Union syndicale Solidaires appelle ses structures, fédérations et Solidaires locaux qui le souhaitent à verser leurs dons au Safety fund de la FIJ (www.ifj.org) pour leur venir en aide.

<https://www.ifj.org/fr/faire-un-don.html>

SOLIDARITÉ AVEC LES JOURNALISTES AFGHANS

Mi-août, alors que les Taliban venaient de reprendre le pouvoir en Afghanistan, le SNJ, membre fondateur de l'Union syndicale Solidaires, a été sollicité pour aider les journalistes afghans. Il a relayé ces demandes d'évacuation auprès de la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères.

A ce jour, plus de 3 000 messages d'appels à l'aide ont été reçus. Le SNJ a recensé un peu plus de 800 noms de journalistes, dont 200 sont ceux de femmes, plus menacées encore et interdites de travailler par les Taliban depuis leur prise de pouvoir.

Sur place, le moral des journalistes afghans se détériore de jour en jour. Une jeune journaliste a tenté de se suicider il y a dix jours à Kaboul. D'autres se demandent s'ils doivent encore espérer ou s'il vaut mieux en finir dès maintenant. « Les ténèbres sont retombées sur l'Afghanistan », a dit l'un d'eux. Un photo-reporter a été arrêté lors d'une manifestation à Herat il y a deux semaines. Les Taliban menaceraient maintenant de l'exécuter.

Les Taliban viennent cogner aux portes des journalistes. Ces derniers changent de maison jour après jour ou se terrent chez des amis. Aujourd'hui, certains parmi eux qui n'ont plus de travail depuis juillet ou août n'ont même plus de quoi vivre.

Ces 800 journalistes sont jeunes pour la plupart, nés dans les années 90. Ils ont grandi et vécu sous un régime de liberté et d'espoir. Ils pouvaient exercer leur métier sans crainte. Ils ont utilisé cette liberté pour parler des Taliban, des menaces que leur progression faisait peser sur le pays tout entier. Les Taliban sont désormais au pouvoir et font régner un régime de terreur, en muselant les journalistes.

Réuni en congrès du 27 septembre au 1er octobre à Saint-Jean-de-Monts (Vendée), l'Union syndicale Solidaires demande au président de la République d'honorer l'engagement qu'il a exprimé lors de la prise de pouvoir des Taliban et par lequel il a affirmé que la France protégerait les Afghans les plus en danger, et notamment les journalistes.

Six semaines après ces déclarations pleines d'espoir, l'Union syndicale Solidaires demande que les évacuations promises soient enfin organisées. Tous les journalistes afghans comptent sur la France pour les « sortir de l'enfer ». C'est une question de survie.

L'Union syndicale Solidaires appelle ses structures, fédérations et Solidaires locaux qui le souhaitent à verser leurs dons au Safety fund de la FIJ (www.ifj.org) pour leur venir en aide.

<https://www.ifj.org/fr/faire-un-don.html>



- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > Nous connaître > Solidaires, comment ça marche ? > Actes >
- Adresse de cet article :
<https://ancien.solidaires.org/Soutien-aux-journalistes-afghans>